



# Rapport d'Orientations Budgétaires

---

# 2026

## Rappel règlementaire

- L'examen du budget doit être précédé d'une phase préalable constituée par le débat de l'assemblée délibérante sur les **orientations budgétaires** (articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L. 4311-1 du CGCT).
- Ce débat doit intervenir **dans un délai de deux mois** précédant le vote du budget pour les communes.
- Même s'il ne doit emporter **aucune décision à ce stade de** la procédure budgétaire, **ce débat constitue une formalité substantielle** destinée à éclairer le vote des élus et doit intervenir au cours de la phase préparatoire du budget.

## Rappel règlementaire

- Ce débat permet à l'assemblée délibérante :
  - de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif,
  - d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité.
- Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) propose les orientations de la Collectivité en termes de services rendus, d'investissement, de fiscalité et d'endettement
- La loi a rendu **obligatoire le vote** du DOB (en faisant apparaître la répartition des voix), sur la base d'un **rapport d'orientations budgétaires** (ROB), ce qui a pour effet de constater aussi l'existence du rapport.

## **CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL**

## Le contexte économique national - Principaux indicateurs Macroéconomiques

⇒ Prévisions pour 2026 contenues dans la présentation du PLF 2026, en date du 14/10/2025 : une croissance faible, estimée à 1%, et une inflation qui ralentit, à + 1.3 %, en deçà des prévisions calculées au niveau de la zone euro :

Taux de variation en volume, sauf indications contraires	Exécution 2024	Prévision 2025	Prévision 2026
<b>ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>			
Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)	2,8	1,6	1,5
Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)	0,9	1,3	1,4
Prix à la consommation dans la zone euro (en %)	2,4	2,1	1,7
<b>ÉCONOMIE FRANÇAISE</b>			
PIB total (valeur en milliards d'euros)	2 920,0	2 987,0	3 061,0
Variation en volume (en %)	1,1	0,7	1,0
Variation en valeur (en %)	3,2	2,3	2,5
Dépenses de consommation des ménages (en %)	1,0	0,5	0,9
Prix à la consommation (hors tabac, en %)	1,8	1,0	1,3

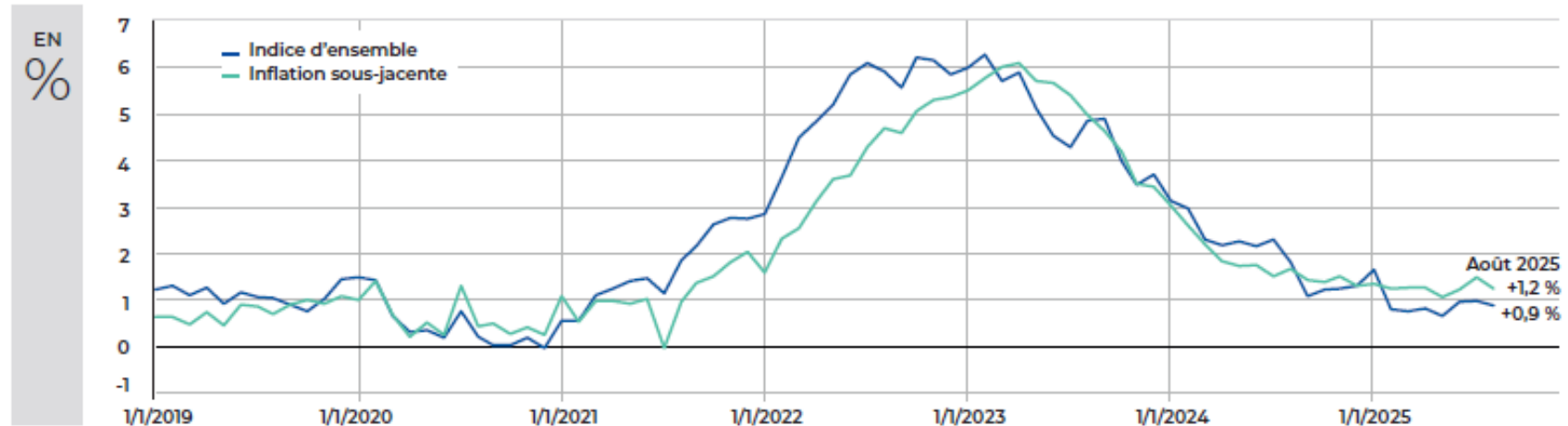
## Le contexte économique national – focus sur l'inflation

**L'inflation s'établirait en 2025 à +1,1 %** en moyenne annuelle (après +2,0 % en 2024). Ce net ralentissement s'explique essentiellement par le repli des prix de l'énergie. Les prix de l'électricité ont fortement reculé en février, tandis que le cours du pétrole a chuté en avril. Les prix des services poursuivent leur ralentissement dans le sillage de celui des salaires. Les prix des produits manufacturés se replient dans un contexte d'appréciation de l'euro par rapport au dollar.

**Prévisions pour 2026** : l'inflation augmenterait légèrement à +1,3 %. Cette hausse s'expliquerait essentiellement par une moindre baisse des prix de l'énergie, après les fortes baisses des prix de l'électricité et du pétrole intervenues en 2025. Les prix de l'alimentation accélèreraient légèrement, répercutant avec retard la hausse des prix de production alimentaires et industriels. Inversement, les prix des services poursuivraient leur ralentissement.

### Inflation mesurée sur un an

© La Banque Postale

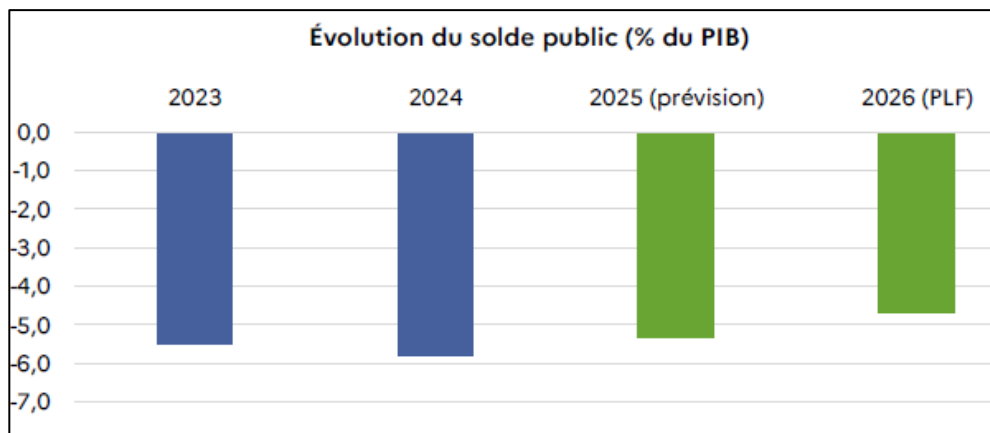


Source : LSEG Datastream.

## Le contexte économique national – Focus sur le déficit public

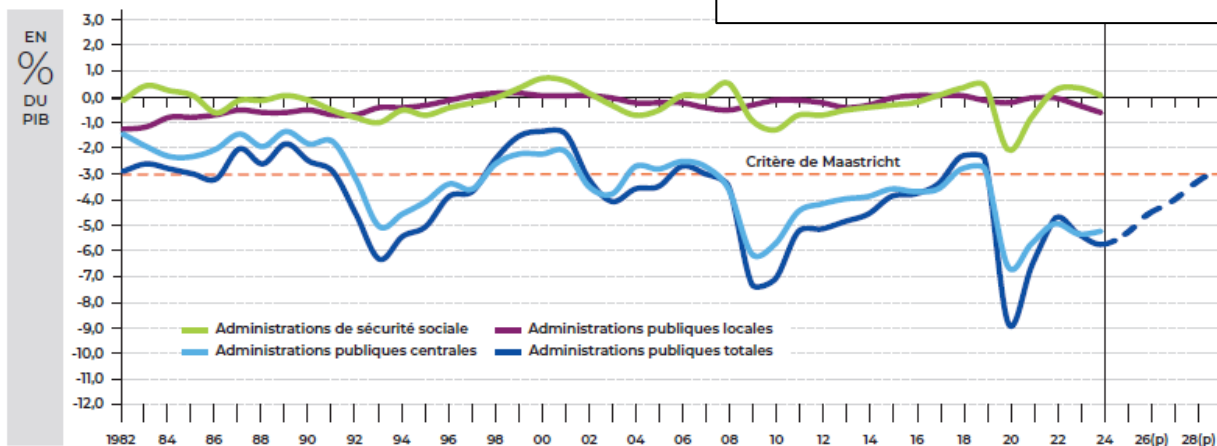
D'après les dernières estimations connues, le déficit public devrait être ramené à 5,4 % du PIB cette année, après un déficit de 5,8 % du PIB en 2024.

Le PLF pour 2026 a pour ambition de poursuivre l'effort de consolidation des comptes publics, conformément aux engagements européens de la France. En 2026, le déficit public s'établirait ainsi à -4,7 % du PIB, après un déficit de -5,4 % du PIB en 2025.



### Le déficit des administrations publiques

© La Banque Postale



Source : Insee (Comptes nationaux Base 2020) jusqu'en 2024 puis prévisions du Gouvernement (avril 2025).

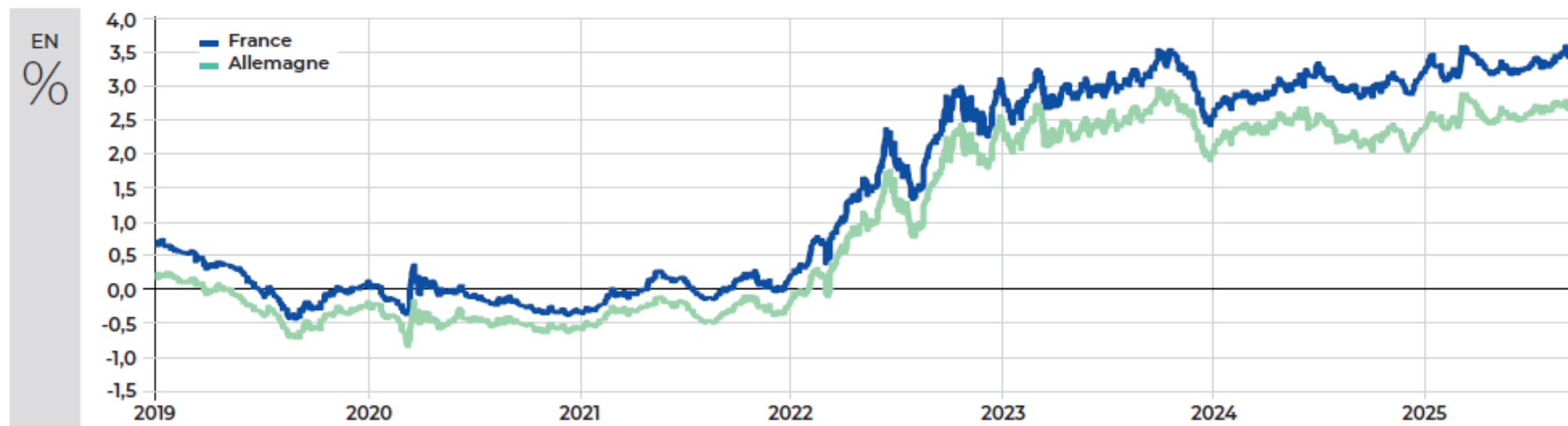
## Le contexte économique national – Focus sur les marchés financiers

### Taux d'intérêt : des taux longs qui restent à un niveau élevé

Les mauvaises perspectives économiques de la France conjuguées aux difficultés de l'Etat à réduire ses dépenses poussent globalement l'OAT à la hausse en 2025 (le taux de l'OAT 10 ans reflète le taux fixe auquel l'Etat français emprunte sur une durée de 10 ans, et sert de référence pour la plupart des taux fixes à long terme, auxquels emprunte la Commune). Depuis début 2025, l'OAT à 10 ans est globalement au-dessus de son niveau en 2024 à la même époque.

### Taux des obligations d'État à 10 ans

© La Banque Postale



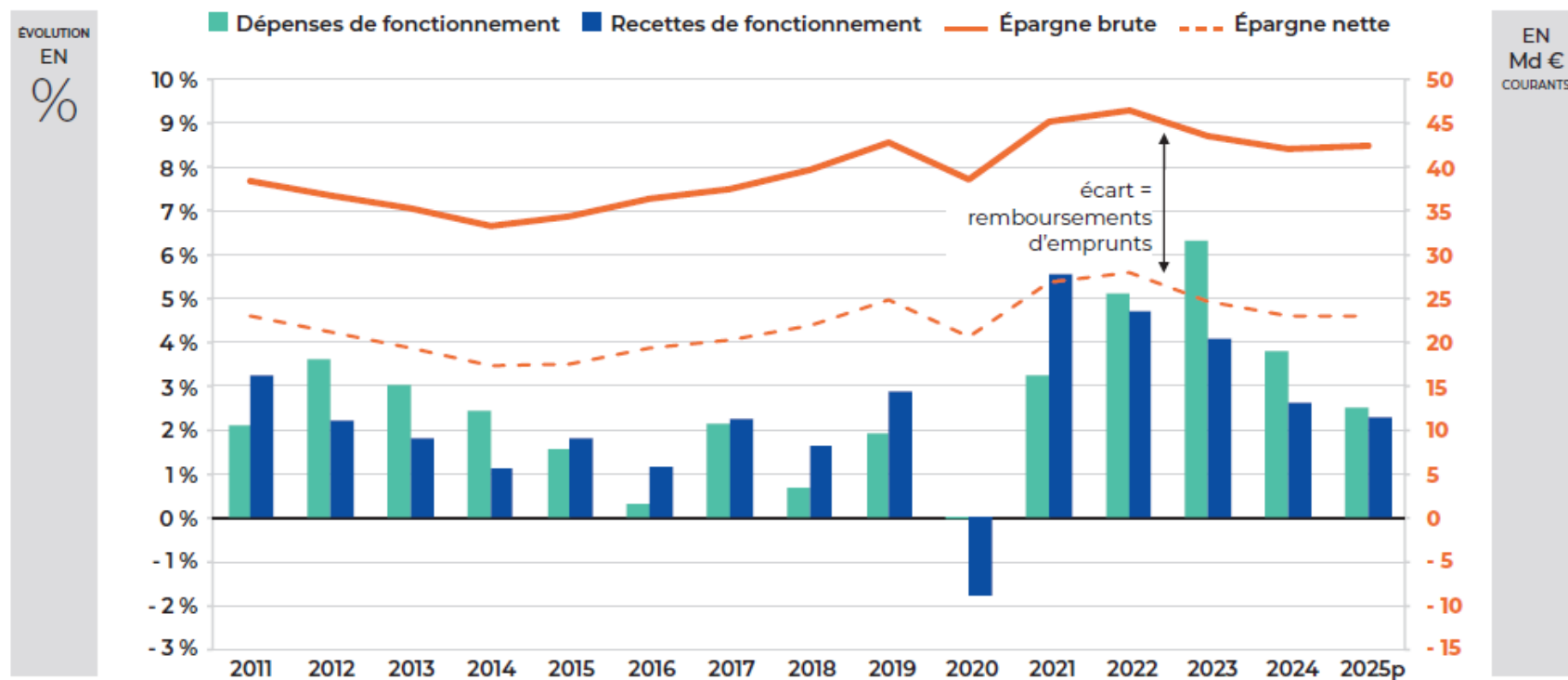
Source : LSEG Datastream.



## Le contexte économique national – Focus sur les finances locales

Au niveau des collectivités locales, après un effet de ciseaux marqué en 2024 (1,1 point d'écart), l'écart de croissance entre les dépenses et les recettes de fonctionnement devrait se réduire en 2025, les dépenses augmentant de 2,5 % et les recettes de 2,2 %. **L'impact sur l'épargne brute des collectivités locales dans leur ensemble sera donc limité** puisqu'elle devrait légèrement croître de + 0,9 % pour atteindre 42,3 milliards d'euros.

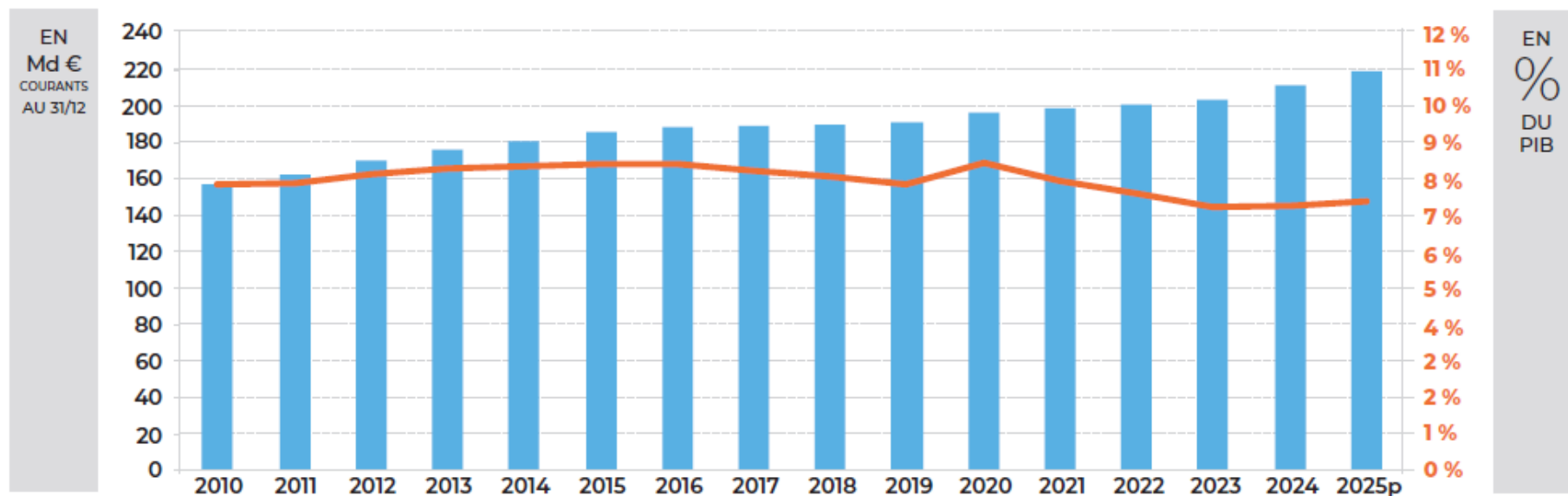
### Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales © La Banque Postale



## Le contexte économique national – Focus sur les finances locales

En 2025, l'**encours de dette** des collectivités locales progresserait de 4,0 % pour atteindre 221,2 milliards d'euros à la fin de l'année. Par rapport au PIB, son poids reste cependant limité à 7,4 %.

### Encours de dette des collectivités locales © La Banque Postale



Source : balances DGFIP, prévisions La Banque Postale.

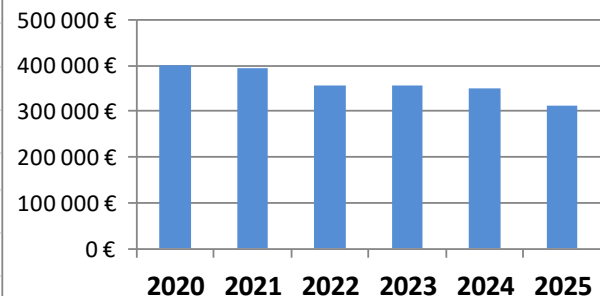
## Focus sur l'évolution de la DGF pour SAUTRON / 2020 - 2025

- ✓ La principale composante de la DGF – la Dotation Forfaitaire – a sensiblement diminué en 2025, suite à l'augmentation importante de l'écrêtement des recettes, et malgré une augmentation de la population.  
→ A noter : la Commune a perdu 228 600 € de Dotation forfaitaire sur la période 2020-2025.
- ✓ En 2026, la Dotation Forfaitaire devrait à nouveau diminuer, compte tenu de la conjoncture nationale (en attente du vote de la Loi de Finances pour 2026) , d'autant plus qu'il est envisagé un gel de l'enveloppe globale au niveau du Budget de l'Etat.
- ✓ Concernant la Dotation de Solidarité Rurale (DSR), également perçue par la Commune, son enveloppe nationale devrait augmenter de 150 millions d'euros ; cette hausse de la DSR devrait être répartie au minimum à 60 % sur sa deuxième fraction dite "péréquation", dont la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants bénéficie, dont SAUTRON.

### Evolution de la DGF - période 2020 / 2025

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dotation forfaitaire notifiée	399 792 €	394 068 €	357 282 €	356 996 €	349 827 €	312 228 €
Dotation forfaitaire N-1 retraitée	402 607 €	399 792 €	394 068 €	357 282 €	356 996 €	349 827 €
Part dynamique de la population	30 578 €	28 600 €	3 338 €	-286 €	95 €	3 817 €
Ecrêtement	-33 393 €	-34 324 €	-40 124 €	0 €	-7 264 €	-41 416 €
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DSR notifiée	106 743 €	110 801 €	111 851 €	127 787 €	138 900 €	155 984 €
Evolution annuelle	4,65%	3,80%	0,95%	15,33%	24,18%	22,07%

Evolution de la Dotation Forfaitaire depuis 2020



## **CONTEXTE LOCAL**

## Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2026

### En termes d'orientations des recettes de Fonctionnement : *(principales recettes)*

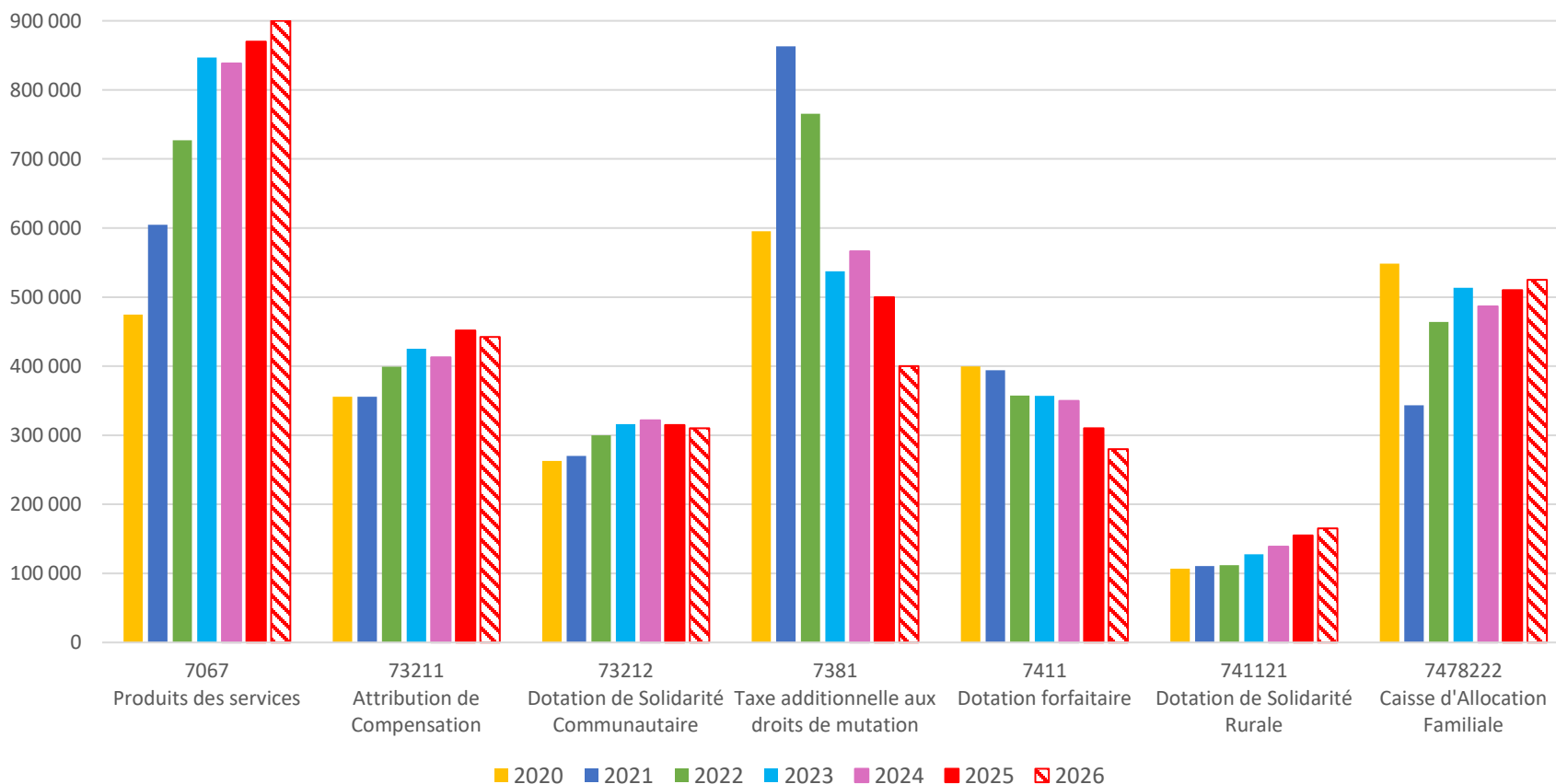
1. **Recettes fiscales** : 6 717 000 € *(sur la base d'une revalorisation annuelle des bases fiscales estimée à + 1 % en 2026, en lien avec l'évolution de l'inflation sur un an ; à quoi viendront s'ajouter les nouvelles constructions éventuelles livrées en 2025 sur la Commune)*
2. Baisse des **dotations de l'Etat** : 445 000 € *(la Dotation forfaitaire devrait continuer de diminuer en 2026, dans un contexte économique et des finances publiques en difficultés : à cela s'ajoute le gel de l'enveloppe globale de la DGF dans le budget de l'Etat ; à l'inverse, une légère hausse de la Dotation de Solidarité Rurale est envisageable – notamment pour la fraction « péréquation » de cette dotation)*
3. Reversements de **Nantes Métropole** : 752 000 €
  - Diminution attendue de l'Attribution de Compensation (AC) en 2026 : - 9 000 €
  - Incertitudes sur l'évolution de la Dotation de Solidarité Communautaire, impactée par la réforme des critères financiers notamment (potentiel fiscal, effort fiscal...)
4. Stabilisation des **produits des services** : 1 018 000 € *(restauration scolaire, accueils de loisirs, service périscolaire, remboursement de frais par le CCAS...)*
5. Incertitude concernant la **taxe additionnelle aux droits de mutation** : 400 000 € *(en baisse depuis 2023, liée à contexte économique national incertain)*
6. Légère hausse attendue des **recettes de la CAF 44** : 525 000 € (+ 14 000 €, en lien avec le versement de la prime attractivité aux agents de la crèche)

→ A noter une nouvelle dotation concernant l'aide au financement du **Service Public de la petite Enfance (SPPE)** : environ 20 000 € / an pour Sautron

## Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2026

### Evolution des principales recettes de Fonctionnement ( $\approx 3,125$ M€) : hors fiscalité directe

Evolution des principales recettes - hors fiscalité directe

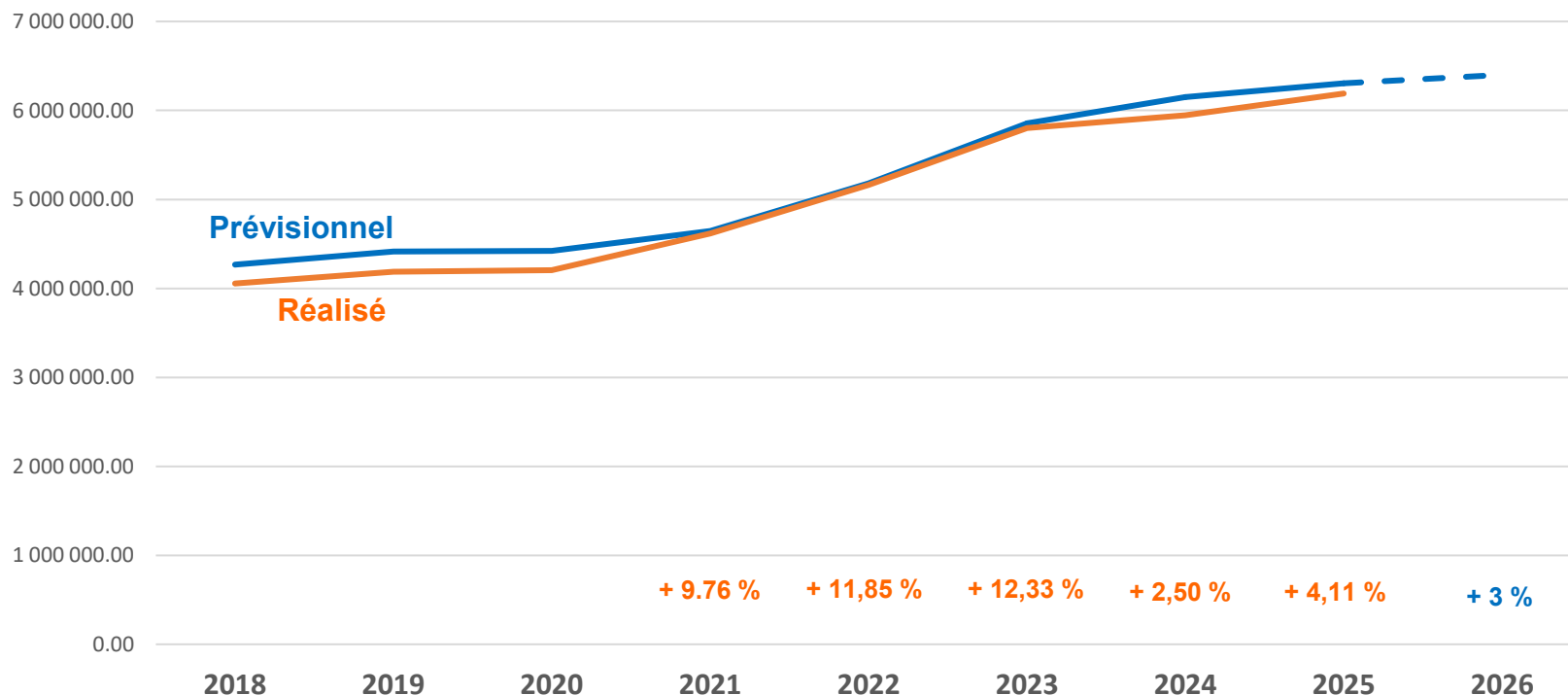


## Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2026

### En termes d'orientations des dépenses de Fonctionnement :

- Charges de personnel** : l'objectif est de poursuivre la maîtrise des dépenses engagée depuis 2024, avec une hausse limitée à **+ 3 % en 2026**

Evolution des charges de personnel / chapitre 012



## Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2026

### Masse salariale

#### → Éléments complémentaires concernant les charges de personnel 2026 :

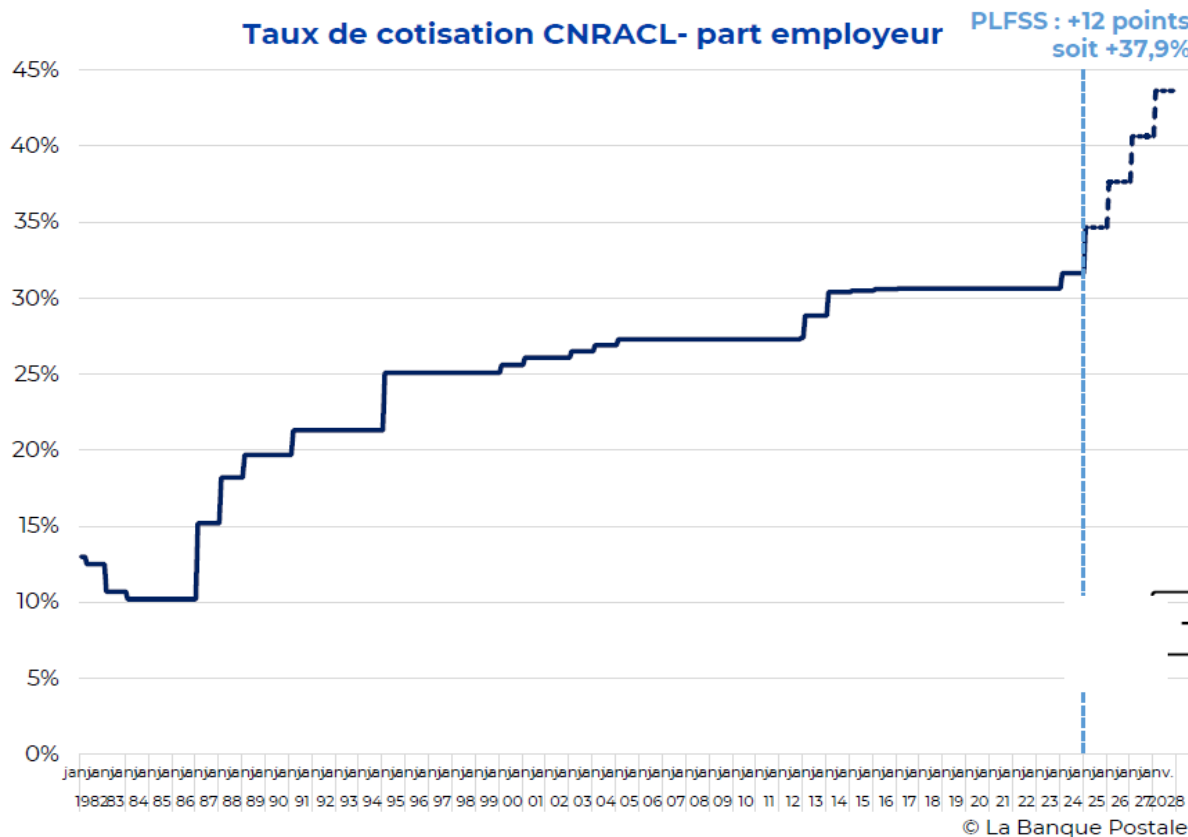
- Participation employeur obligatoire à la mutuelle santé des agents : + 30 000 € (*maximum*)
- Poursuite de l'augmentation de la cotisation CNRACL (retraite des agents territoriaux) :  
+ 3 % / an = + 27 000 € / an
- Revalorisation RI et prime d'attractivité petite enfance (crèche) : + 30 000 €
- Régularisation indemnités congés payés : + 15 000 €
- Augmentation des titres restaurants (à l'étude) : environ + 6 900 € (*pour une hausse de 0.5 €*)



## Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2026

### Charges de personnel : augmentation du taux de cotisation CNRACL

Pour rappel, une augmentation progressive du taux de cotisation à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales a été adoptée en Janvier 2025 pour 4 ans. Le rythme de progression est de + 3 points par an (soit + 12 points sur la période 2025 – 2028) :

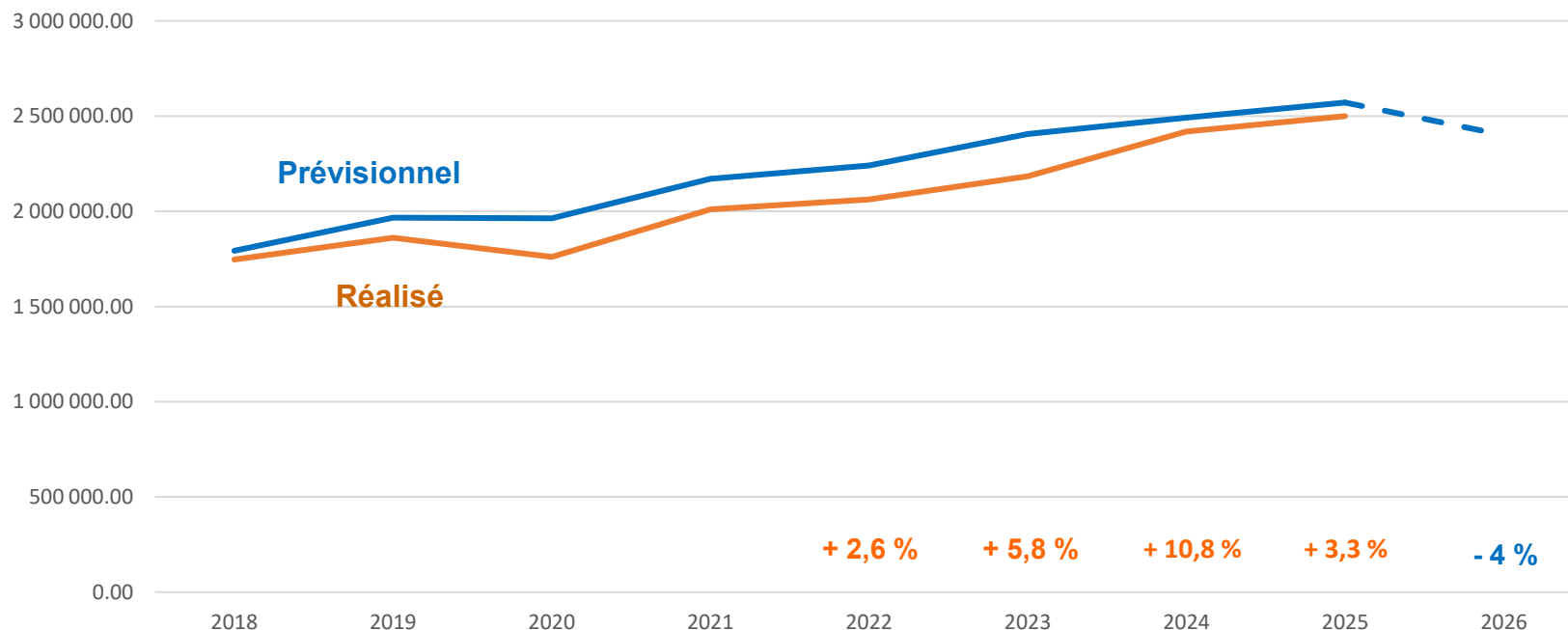


## Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2026

### 2. Baisse des charges à caractère général

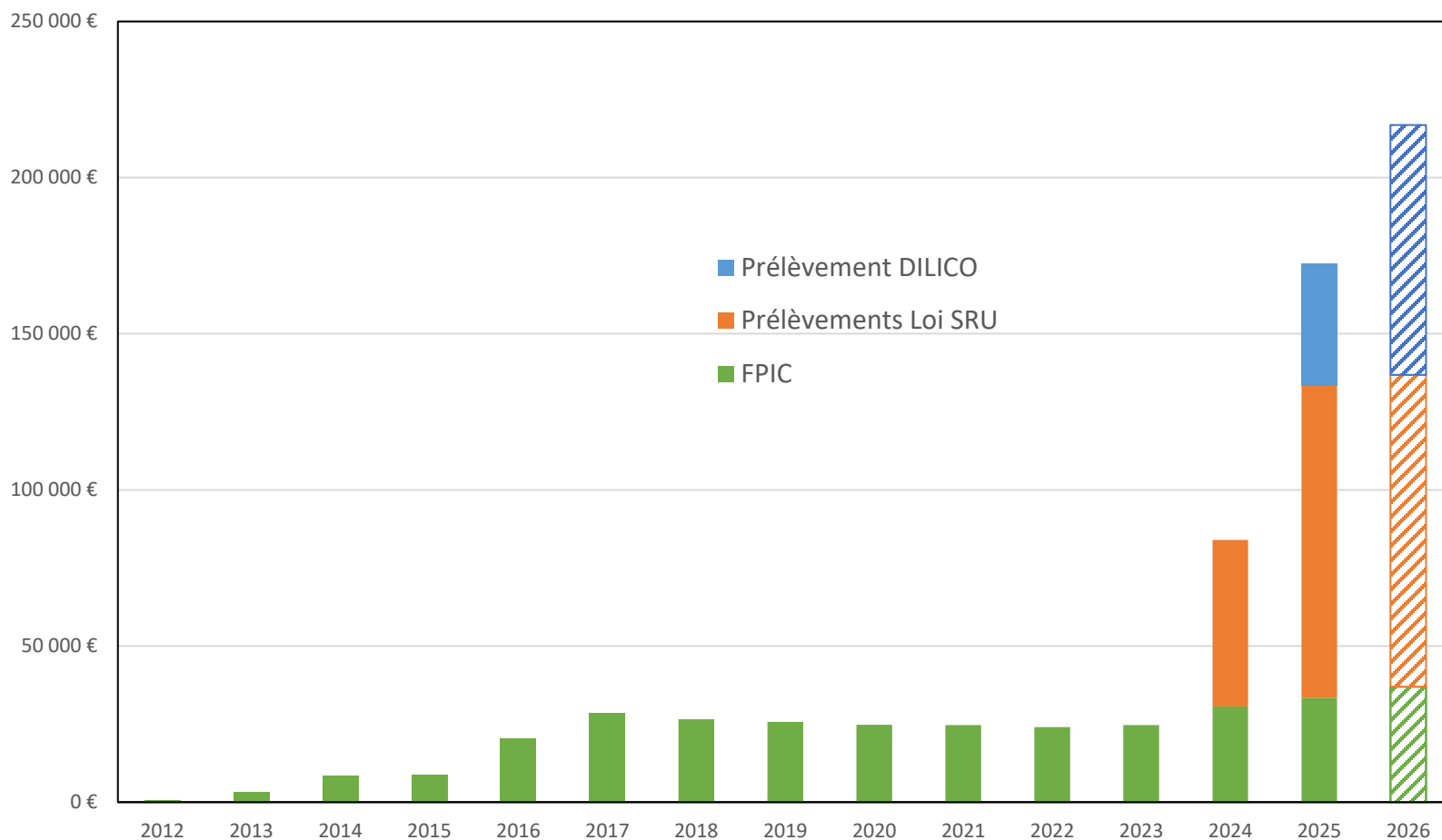
En 2026, les dépenses courantes du chapitre 011 devraient automatiquement diminuer par rapport à l'exercice 2025, qui intégrait la commande du SDIE pour 152 000 €. Par ailleurs, l'orientation est de maintenir les charges à caractère général au niveau du réalisé prévisionnel 2025, voire à les réduire là où c'est possible.

Evolution des charges à caractère général / chapitre 011



## Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2026

### 3. Evolution des prélèvements sur recettes

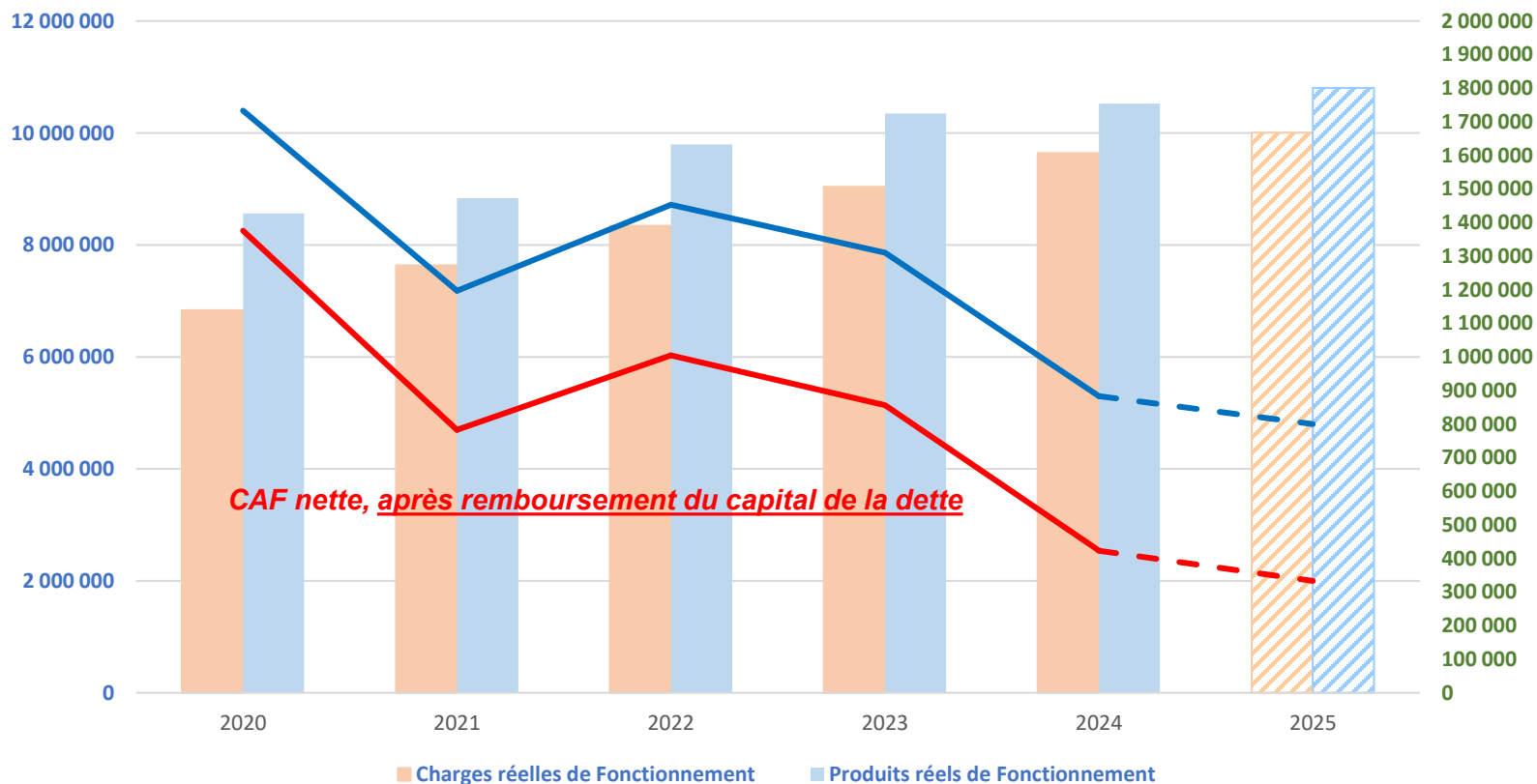


## Le contexte local – Capacité d'Autofinancement

A fin 2025, la Capacité d'Autofinancement continuerait de diminuer, à 333 000 € contre 423 000 € en 2024, mais moins fortement qu'entre 2023 et 2024.

L'année 2026 s'annonce aussi contrainte que 2025, dans un contexte d'incertitudes.

Evolution de la Capacité d'Autofinancement



## Le contexte local – les orientations pour 2026

### Fiscalité locale

- Rappel de l'évolution des bases et des taux entre 2024 et 2025 :
  - **Bases 2025** :
    - THRS : - 28 % (bases prévisionnelles notifiées en mars 2025, en lien avec la nouvelle obligation de déclaration des biens instituée en 2023 et les corrections apportées depuis, aux biens imposés)
    - TFB : + 2,4 % (bases prévisionnelles) / + 5,3 % en 2024 (bases définitives)
    - TFNB : + 1,5 % (bases prévisionnelles) / + 0,4 % en 2024 (bases définitives)→ l'évolution des bases en 2025 intègre une **revalorisation annuelle de + 1,7 % en 2025**, contre + 3,9 % en 2024. Les bases définitives 2025 seront connues vers la fin décembre
  - **Taux** : les taux communaux des trois taxes n'ont pas augmenté en 2025

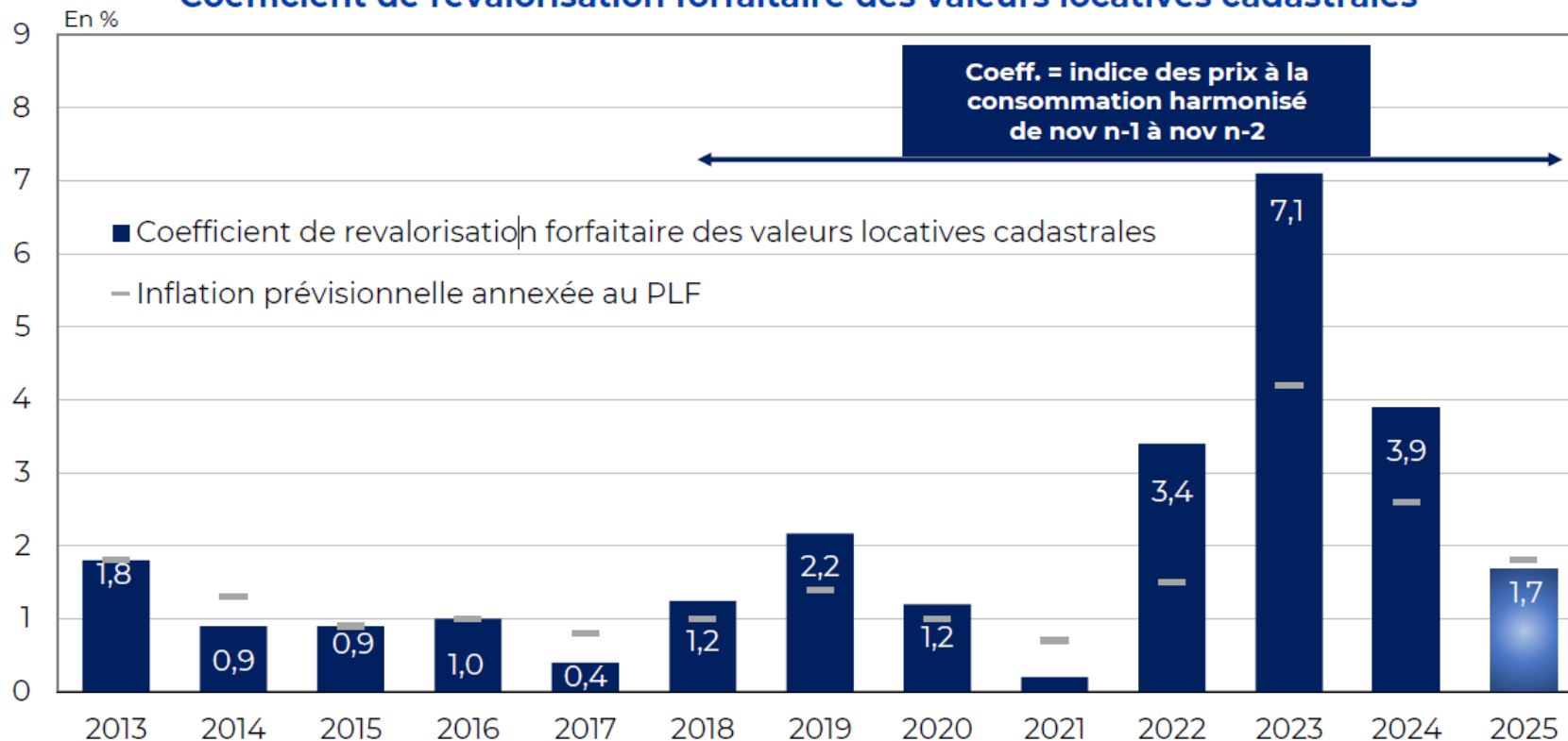
### ➤ Orientation pour 2026 :

- **Bases 2026** : les bases fiscales prévisionnelles de taxes foncières et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires, communiquées vers la fin Mars 2026, intégreront la hausse annuelle des valeurs locatives, qui devrait se situer aux environs de + 1 % en 2026 (liée à l'inflation constatée sur un an). Les bases « physiques », quant à elles, devraient faiblement évoluer, en lien avec l'évolution du marché de l'immobilier, entre 0 % et + 0,5 % (constructions nouvelles).
- **Taux d'imposition** : compte tenu du contexte économique difficile, de la dégradation des finances publiques et du désengagement financier de l'Etat, des choix devront être effectués, en dépenses et en recettes de Fonctionnement, pour dégager de l'autofinancement et pouvoir continuer à investir. Il reviendra à la nouvelle équipe municipale de se positionner sur le niveau des taux d'imposition 2026.

## Le contexte local – les orientations pour 2026

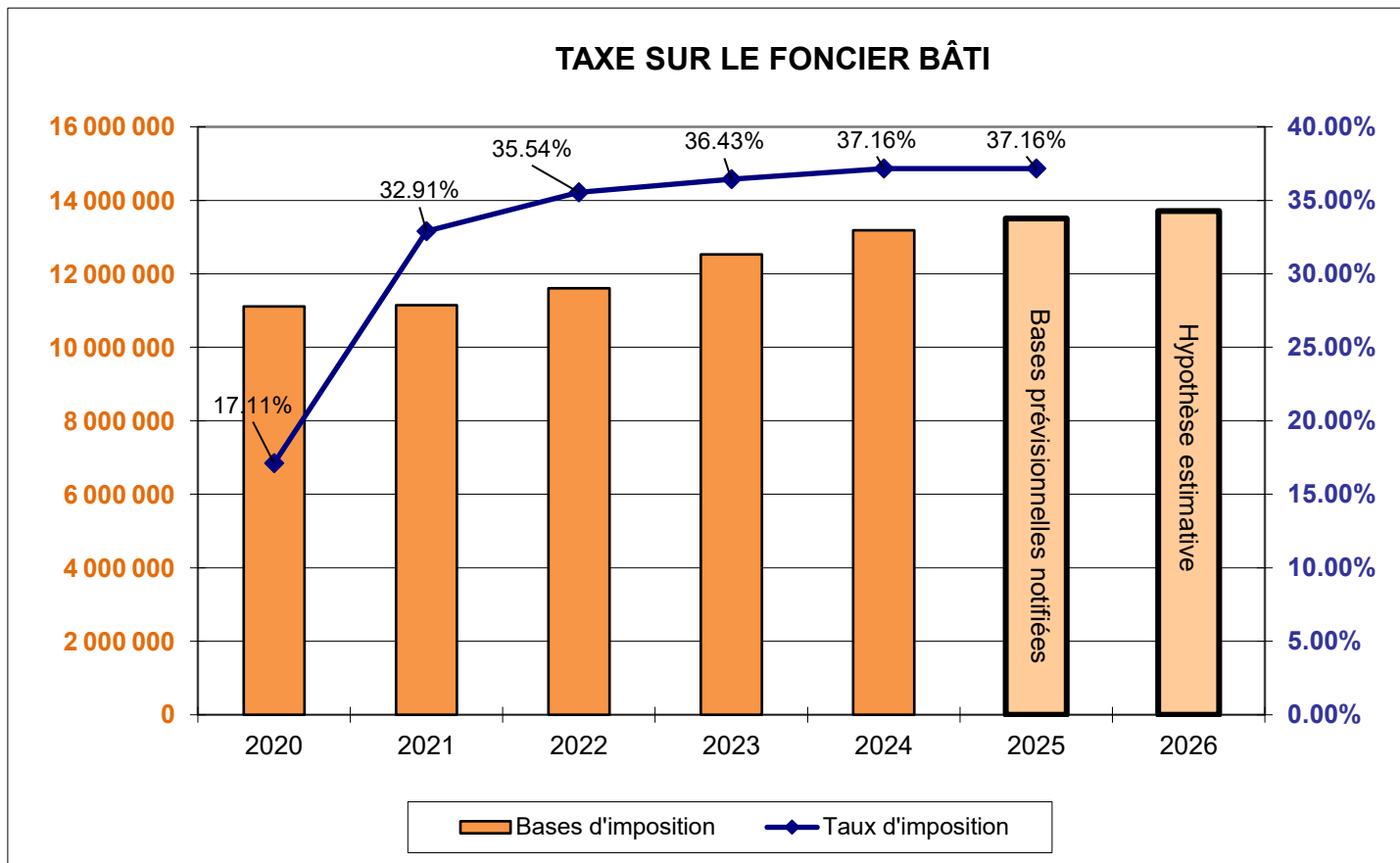
### Fiscalité locale – une revalorisation annuelle des bases fiscales qui suit l'inflation

#### Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales

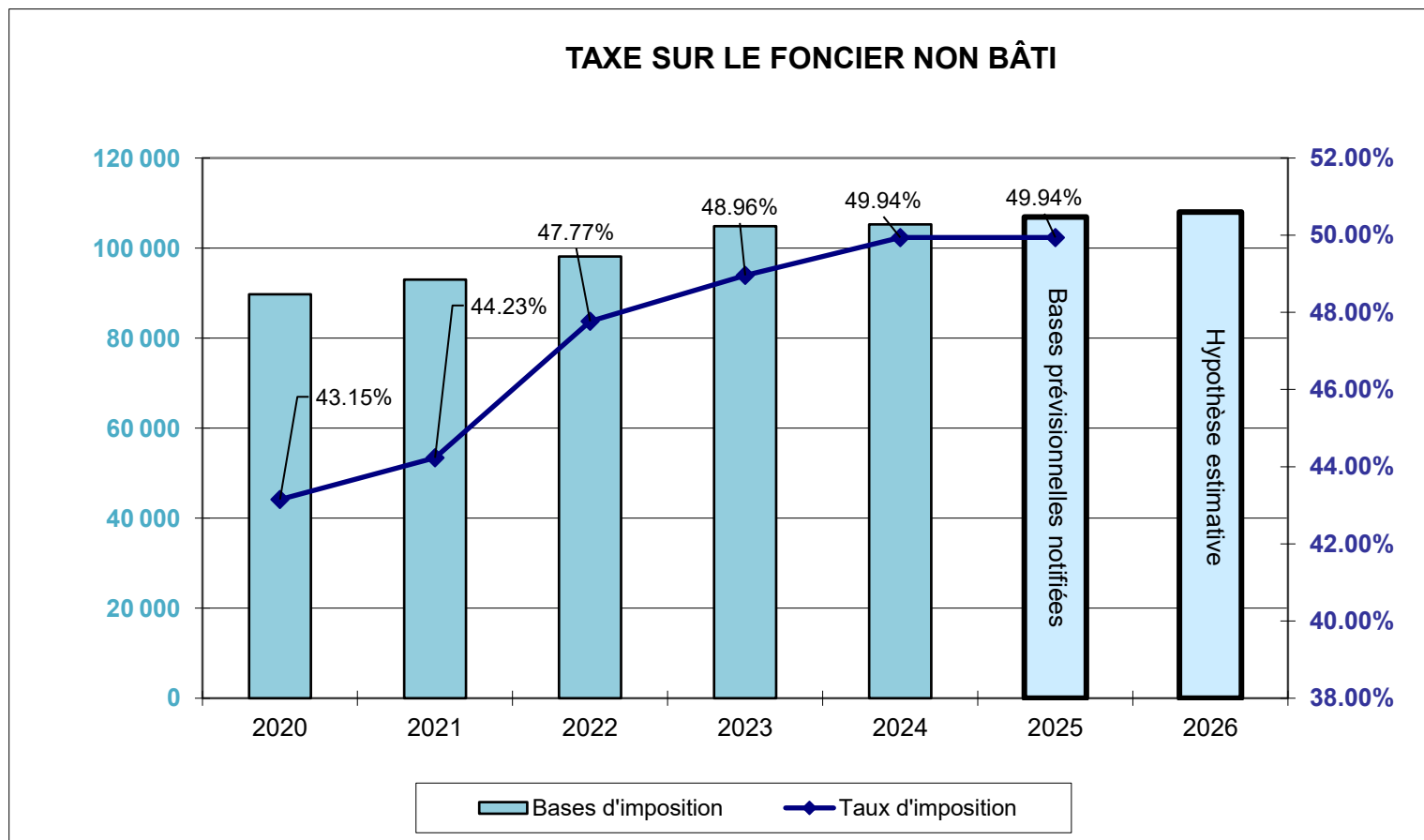


Source : [Insee](https://www.insee.fr)

## Le contexte local – Focus sur l'évolution des trois taxes locales

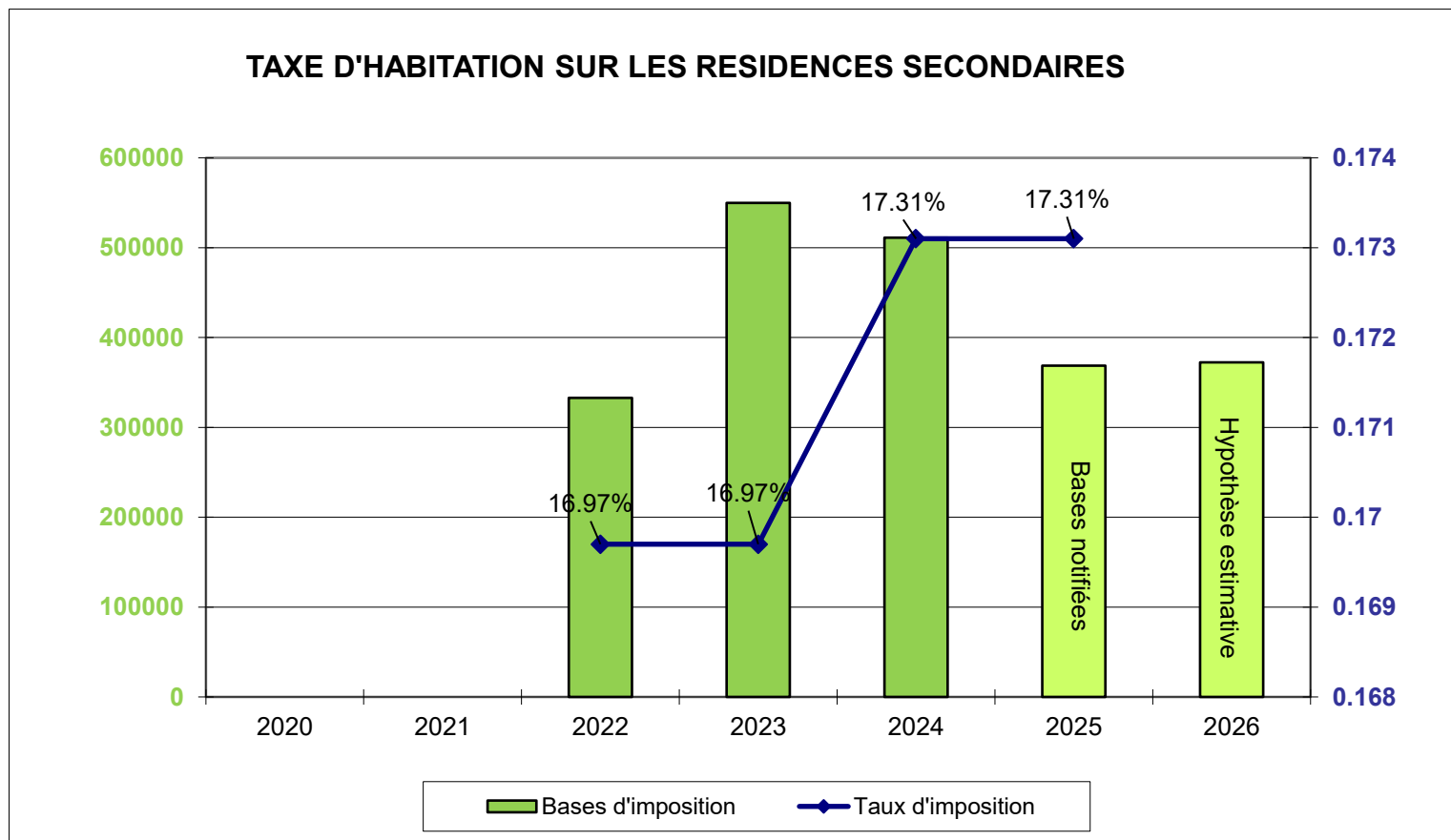


## Le contexte local – Focus sur l'évolution des trois taxes locales





## Le contexte local – Focus sur l'évolution des trois taxes locales



## Le contexte local – les orientations pour 2026

### Dette communale

- **Evolution de l'endettement de la Commune en 2025**

La Ville n'a, à nouveau, pas eu recours à l'emprunt en 2025, pour financer ses Investissements. Ainsi l'encours de la dette communale par habitant a continué de diminuer, passant de 649 €/hab., au 31/12/2024, à **594 €/hab.\* au 31/12/2025**

*(\* pour une « population DGF » de 8 846 hab. en 2024 et 8 886 hab. en 2025).*

L'encours par habitant reste inférieur à la moyenne nationale de la strate (755 € / hab. en 2024)

- **Orientation pour 2026 :**

La nouvelle équipe municipale aura à statuer sur le recours éventuel à l'emprunt dès 2026, pour participer au financement des dépenses d'Investissement qui seront décidées.

## La politique d'endettement – Rappel état de la dette à SAUTRON

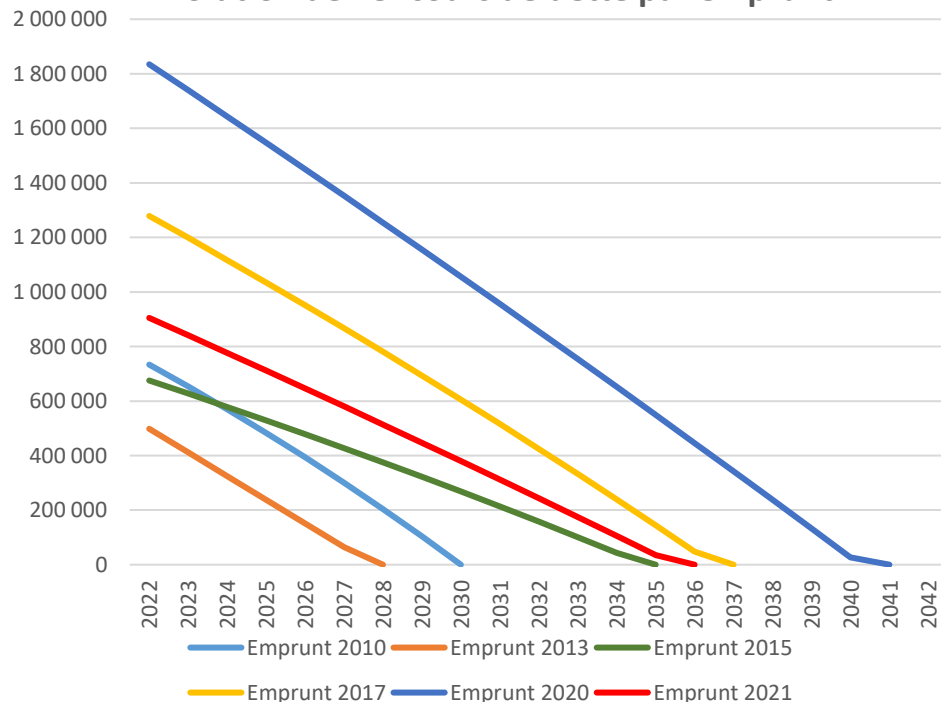
### Encours de la dette

L'encours de dette s'élèvera à **5 279 000 €** au 01/01/2026

A la fin de l'exercice 2025, la capacité de désendettement de la Commune se maintiendrait au niveau de décembre 2024, à **5 ans et 8 mois\***

(\* hors dette envers Nantes Métropole)

Evolution de l'encours de dette par emprunt



### Structure des emprunts en cours :

6 emprunts bancaires restent en cours au 31/12/2025, tous à **taux fixe**

2 dettes envers Nantes Métropole - concernant le portage foncier (PAF) du 12 et du 6 rue de l'église (remboursement au bout de 10 ans)

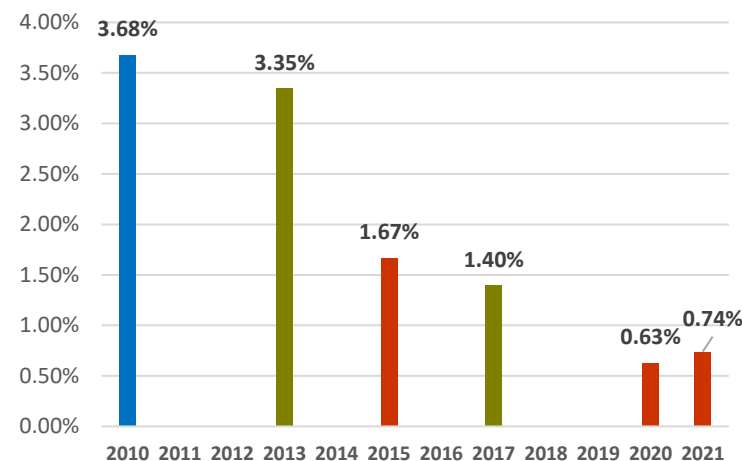
### Liste des prêteurs :

Crédit Agricole : 1

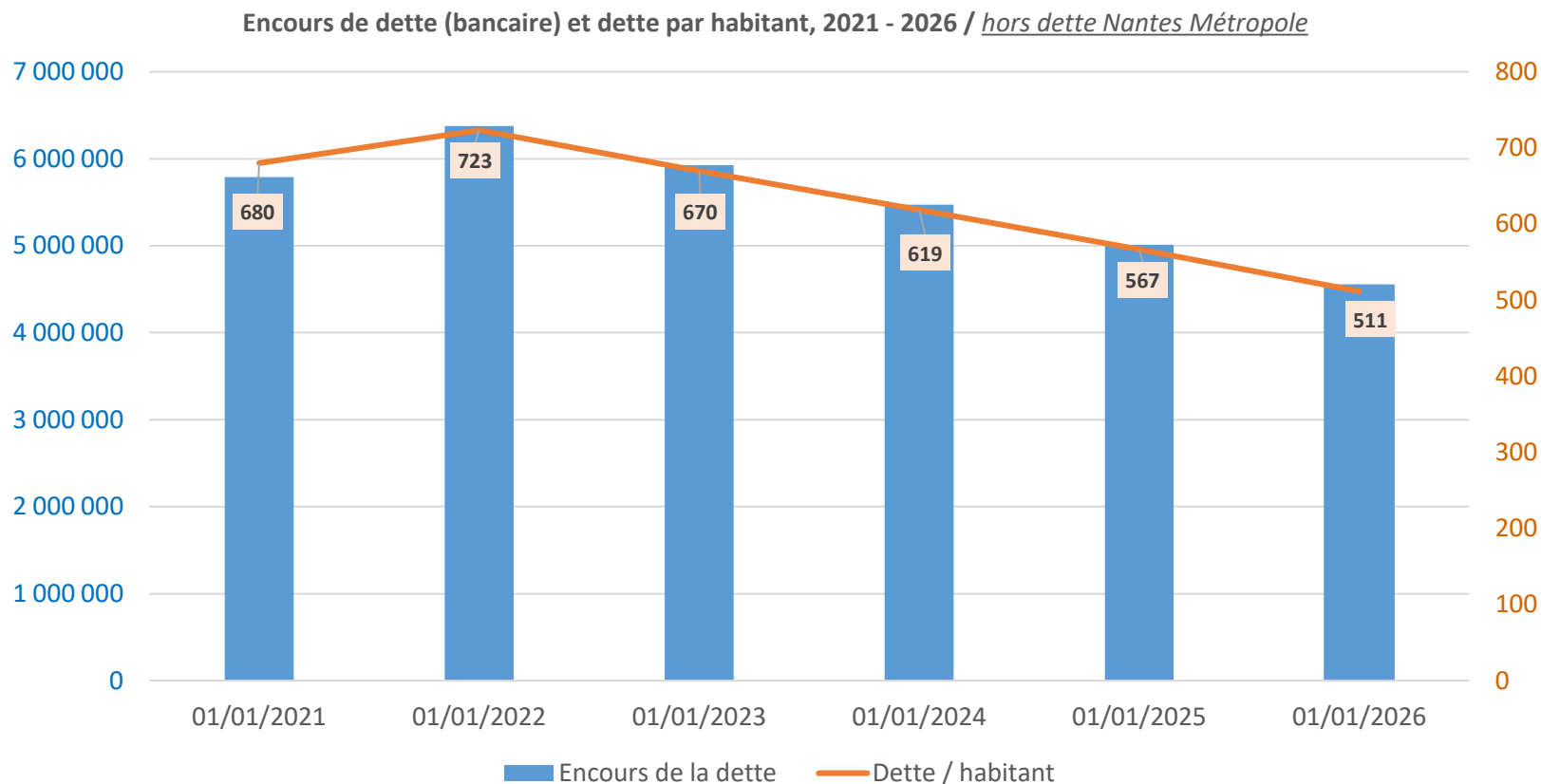
Crédit Mutuel : 2

Banque Postale : 3

Niveau des taux des emprunts en cours



## Endettement – Rappel état de la dette à SAUTRON



## **PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT**

Plan Pluriannuel d'Investissement 2020/2026

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 - 2031
	élections						élections
Nouveaux Equipements	Installat° lignes de self rest scol Forêt & Riv 55 000 €					Terrain synthétique foot 5 / 313 000 €	
	Foot - création d'un espace de convivialité 195 000 €					Espace convivialité pétanque 310 000 €	Maison Parentalité + réaménagement crèche - études & travaux 1 500 000 € TDC ? 2026-2031 ?
	Création d'une aire de jeux rue du Bois Colin 41 500 €						
Rénovations et réaménagements importants du patrimoine existant	Extension / réaménagement école Forêt 1 600 000 € (BP + BS) / 130 000 € (DM2) + 115 000 € (RAR 2019)			Divers travx salles de sport : 206 000 € Travaux rénovat° de la Poste : 14 500 €		Réaménagement Mairie sociale 94 000 €	Rénovation terrain foot synth. existant 600 000 € ? 2026-2031 ?
	1 715 000 €	130 000 €				Systèmes portes Halle 54 000 €	
		Projet Médiathèque				Réaménagement Presbytère 118 000 €	Rénovation du Groupe scolaire de la Rivière / 2026-2031 ?
		prog. 38 000 €	Moe 100 000 €	travaux (hors révisions) 1 120 000 €	équipements 280 000 €		Remplacement aires de jeux 148 000 €
	Amélioration énergétique des salles de sports 1 450 000 € (hors programmiste) MOe 110 724 €/ trvx 1305 000 €				Rénovation jeux extérieurs écoles 135 000 €	Renouvellement et extension vidéoprotection 180 000 €	Rénovation de la Cuisine centrale ? 2026-2031 ?
		travx école Rivière 305 000 €	travaux cimetière 180 000 €		Rénovation couvertures EPB et SALTERA 335 000 €	clôture terrain foot enherbé 34 000 €	
Foncier	budget de constitution de "réserves foncières statégiques" selon les opportunités						
Travaux d'entretien des bâtiments, renouvellement des outils et matériels indispensables aux services ...	400 000 €	600 000 €	500 000 €	400 000 €	600 000 €	400 000 €	?
		Circuit patrimoine 1 : 18 000 €			Circuit patrimoine 2 : 8 000 €		
			Budget participatif : 30 000 €			Budget participatif : 16 700 €	